

et par les unités d'extrême-droite proches de ces derniers et appelées "escadrons de la mort; c'est pourquoi la plupart d'entre eux avaient démissionné au début de janvier 1980. Les membres conservateurs de la Démocratie chrétienne firent alors leur entrée et occupèrent les postes laissés vacants, tandis que l'aile gauche de ce même parti se joignait aux forces d'opposition révolutionnaires et aux civils qui avaient préparé et soutenu le coup d'État du mois d'octobre pour constituer ainsi le FDR au printemps de 1980. Pendant ce temps, quatre noyaux d'opposition armés s'étaient regroupés pour créer le FMLN. C'est à cette opposition bipolaire FDR-FMLN que le gouvernement sandiniste apporta son aide militaire lorsqu'elle tenta d'organiser une "offensive finale" en janvier 1981 contre la junte reconstituée, encadrée par les militaires mais manifestement dirigée par le Démocrate chrétien José Napoléon Duarte et soutenue par les États-Unis.

L'administration Reagan arriva donc au pouvoir au moment où le FSLN prêtait appui aux insurgés salvadoriens. Au Guatemala, on avait également assisté pendant la même période à un très net réveil de l'activité insurrectionnelle. Toutefois, la nouvelle politique des États-Unis en Amérique centrale avait déjà été définie dans ses grandes lignes, avant l'élection de M. Reagan, dans le "document de Santa Fe", qui sanctionnait le point de vue de Mme Jeane Kirkpatrick, future ambassadrice des États-Unis à l'ONU. Le document soulignait la nécessité de soutenir les "régimes autoritaires amis" et inscrivait les conflits d'Amérique centrale dans la perspective des relations Est-Ouest. Les Sandinistes avaient adopté un modèle d'économie mixte et un régime politique pluraliste à un degré significatif, mais aux yeux de l'administration Reagan, ils passaient pour des "marxistes-léninistes totalitaires".

En conséquence, pendant les premiers mois de l'administration Reagan, l'aide américaine au Nicaragua fut entièrement coupée (M. Carter l'avait déjà suspendue pour protester contre l'appui que le FSLN accordait aux rebelles salvadoriens); les représentants des États-Unis au sein des organismes financiers internationaux commencèrent à voter systématiquement contre l'octroi de prêts au Nicaragua, et le général Vernon Walters, alors ambassadeur plénipotentiaire du Secrétaire d'État Alexander Haig, fut envoyé auprès des gouvernements conservateurs d'Amérique latine pour discuter d'éventuelles opérations conjointes contre le Nicaragua. Plus tard, le Honduras devint le lieu où était organisée une armée contrerévolutionnaire : le président Reagan autorisa en décembre 1981 le versement d'une subvention de 19,9 millions de dollars pour créer une force militaire devant être commandée par les anciens gardes nationaux de Somoza.